

NOTRE ANTIRACISME EST DE CLASSE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Il y a 30 ans, 100 000 manifestants se retrouvaient à Paris pour dire non au racisme et pour l'égalité des droits. Cette marche a été lancée à l'initiative de jeunes d'un quartier de la région lyonnaise. Ils ont eu raison de se révolter contre l'impunité des crimes policiers dans les cités ouvrières. Ils ont eu raison de s'organiser dans un contexte de crise et d'austérité ayant plongé des milliers d'ouvriers et d'ouvrières dans la précarité.

Cette marche, c'est un héritage pour le mouvement ouvrier : c'est l'entrée sur la scène politique des enfants d'ouvriers immigrés qui se révoltent à la fois contre leurs conditions de vies mais aussi contre les conditions de travail et d'exploitation faites à leurs parents.

Ils avaient raison de se révolter à l'époque et aujourd'hui encore, on a les mêmes raisons de se révolter !

1983-2013 : TOUJOURS LA POLICE ET LA JUSTICE AU SERVICE DU CAPITAL !

30 ans après la Marche pour l'Égalité, la police et la justice bourgeoises continuent de sévir contre les jeunes des quartiers populaires avec leurs contrôles au faciès quotidiens et leurs brigades anti émeutes spécialisées dès qu'une révolte se dessine. Il est impossible d'ignorer que l'appareil d'État de la bourgeoisie est toujours sur le pied de guerre quand il s'agit de maintenir l'ordre dans les quartiers populaires ! Comme lors des révoltes légitimes de novembre 2005.

Le même appareil d'État allié à celui de l'Union européenne sévit chaque jour contre les nouvelles générations d'immigrés qu'il commence par bloquer aux frontières au prix de milliers de morts comme à Lampedusa, avant de les poursuivre comme "clandestins" jusqu'à les jeter par dizaines de milliers dans les centres de rétention.

1983- 2013 : UTILISER LE RACISME POUR DIVISER LE PEUPLE !

Déjà en 1983, la désignation des immigrés comme "musulmans non intégrables" étaient affichés par le gouvernement "socialiste". On se souvient encore de la grève d'OS immigrés chez Citroën à Poissy où les ministres socialistes Defferre et Mauroy avaient accusé les "ayatollahs" de fomenter la grève.

Déjà en 1983, ils opposaient les bons migrants, travailleurs et respectueux de la loi, contre les casseurs, les profiteurs et les non-intégrables. Déjà, ils disaient "on ne peut plus accueillir toute la misère du monde".

Aujourd'hui, Valls et le gouvernement en général nous servent le même discours contre les musulmans, les Roms, les jeunes des quartiers.

Et lorsqu'une des "leurs", Christine Taubira est victime du racisme du FN, ils s'offusquent et nous servent l'antiracisme à la sauce PS. Mais disons-le même clairement. Il n'y a pas de commune mesure entre les insultes proférées par le FN contre la ministre, et les discriminations et humiliations quotidiennes infligées à des millions d'habitants de ce pays, sous prétexte qu'eux ou leurs ancêtres sont nés ailleurs. Disons-le aussi clairement : la ministre n'est que la victime collatérale de la politique d'État xénophobe que mène son gouvernement.

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

VOIE PROLÉTARIENNE

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



1983-2013 : LA GAUCHE AU POUVOIR OU L'ILLUSION DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA RÉPUBLIQUE

La gauche au pouvoir a toujours essayé de récupérer et vider de sa radicalité les mouvements de masses pour éviter qu'ils ne prennent une ampleur inacceptable pour ces représentants de la bourgeoisie.

Ils n'ont pas hésité à acheter la paix sociale. Ils ont utilisé l'institutionnalisation des associations de quartiers avec le financement en subvention et le clientélisme, pour contrôler l'explosion sociale et donner l'illusion de l'intégration. Or aujourd'hui, en pleine restructuration de l'Etat capitaliste, quelles miettes restent-ils à donner ? Quel cadeau pour tous ces militants sincères, animateurs, militants de l'éducation populaire, à qui le PS avec des sous-statuts (payés 626E/mois pour CES) ! Aujourd'hui, avec la crise, ces emplois sont supprimés un à un, avec la souffrance pour ces travailleurs de perdre leur boulot et les moyens de faire des choses émancipatrices, solidaires, culturelles et d'ouverture dans les quartiers.

Ils ont bien essayé de continuer leur manœuvres de tromperie en vantant les soit disant bienfaits de la carte électorale. Ils ont trouvé quelques candidats de la "diversité" pour colorer des listes électorales et jouer à fond la carte du clientélisme. Mais les élections bourgeoises sont l'instrument de promotion d'une minuscule élite mais sûrement pas celui de la libération collective.

Aujourd'hui comme hier, ils n'hésitent pas à récupérer nos mouvements pour leur donner un contenu acceptable et les dévoyer de leurs objectifs. A l'époque de la Marche, pour éviter une radicalisation du mouvement, ils ont créé de toutes pièces "SOS Racisme" et ont fait triompher l'antiracisme moraliste et républicain. Ils ont utilisé la révolte légitime de la jeunesse pour proposer une issue réformiste et bien-pensante. Ils ont opposé les luttes des travailleurs immigrés de celles de leurs enfants en refusant de faire le lien entre cette marche et les combats des travailleurs immigrés dans les usines, dans les foyers Sonacotra, dans les combats anti-impérialistes..

1983-2013 : LA VOIE PROLÉTARIENNE AU POSTE DE COMMANDE DES LUTTES DE L'IMMIGRATION ET DES QUARTIERS !

Nous disons qu'il y a deux voies dans la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits. Celle de l'humanisme républicain porté par le PS et sa gauche qui veulent se donner une bonne conscience démocratique alors mêmes qu'ils expulsent les sans-papiers et pillent les pays d'Afrique et d'ailleurs! Cet antiracisme ne leur pose pas de problème tant qu'il ne remet pas en cause leurs politiques et leur Etat. Nous ne sommes pas de ce camp. Ce sont nos ennemis, et nous le savons.

Nous faisons parti du camp révolutionnaire qui porte une voie prolétarienne dans cette lutte.

Mais, pour nous, l'autonomie ne veut pas seulement dire une autonomie entre personnes issues de l'immigration, mais une indépendance politique vis-à-vis de l'Etat, sa bourgeoisie et ses élections. Pour nous, l'autonomie, c'est de ne pas dépendre des subventions ou du clientélisme pratiqué par les mairies du l'UMP au PCF dans le 93.

Pour nous l'autonomie n'a de sens que si elle va dans le sens du combat général pour l'émancipation des travailleuse et travailleurs. Car face à l'impérialisme qui sévit ici et dans les pays dominés, les prolétaires de toutes origines ont les mêmes intérêts.

La vie dans les quartiers populaires ne changera pas si leurs habitants continuent d'être exploités, puis jetés comme des citrons pressés par les patrons qu'ils ont engraisés. Elle ne changera pas si les portes du travail restent fermées aux jeunes, qu'ils soient avec ou sans diplômes. Elle ne changera pas si l'école ne change pas, si les loyers ne baissent pas... Elle ne changera pas si le profit et le fric des possédants restent au cœur du fonctionnement de la société. Et pour que ça change, que ça change vraiment, il nous faudra construire notre outil politique de la libération. Celle d'une autre vie dans une nouvelle société, débarrassée du capitalisme et de l'Etat à son service.

**NOTRE CLASSE EST MULTINATIONALE,
NOTRE CLASSE EST INTERNATIONALE !**

**LIBERTÉ D'INSTALLATION ET DE CIRCULATION, LIBERTÉ D'IMMIGRATION !
RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS !
ÉGALITÉ DES DROITS : DONT LE DROIT DE VOTE
AUX ÉLECTIONS LOCALES ET NATIONALES !**